

# Bulles sécuritaires 2025

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

**Charte**   
RELATIONS FOURNISSEURS  
ET ACHATS RESPONSABLES

Consultation n°

PRA007011












# SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS .....	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT .....	5
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	6
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	10
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	16
8. LITIGE ET SANCTIONS .....	26
9. FIN DU CONTRAT .....	29

*Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.*

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Bulles sécuritaires 2025
 Acheteur	Ministères sociaux
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Locaux de l'administration (Île de France) et locaux du titulaire (UE)
 Durée	24 mois - 2 reconductions
 Développement durable	Clause environnementale - Critère environnemental
 Variation des prix	Révisables (référence)
 Nature des prix	Prix unitaires

# 1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Techniques de l'information et de la communication (TIC) du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Bulles sécuritaires 2025

Le marché a pour objet la mise en place de systèmes de bulles sécuritaires, les prestations de licences associées, d'assistance, de réalisation, de maintenance, de formation, et de support, pour les projets actuels et à venir de la direction du numérique des ministères sociaux.

Code CPV principal	Codes CPV secondaires
725000000-0 Services informatiques	48732000-8 logiciel de sécurité des données 80533100 Services de formation informatique

#### ■ Lieu d'exécution :

Les lieux d'exécution des prestations sont :

- les locaux de l'administration situés en Île de France
- à distance dans les locaux du titulaire uniquement pour les prestations qui ne nécessitent pas d'intervention physique dans les locaux de l'administration et uniquement sur le territoire de l'UE.

Les bulles sécuritaires participent à la protection de systèmes informatiques hébergeant ou interconnectés à des environnements manipulant des données sensibles, notamment de santé, issues du Système National des Données de Santé (SNDS).

Le titulaire n'a pas accès aux données de santé ni aux systèmes qui les contiennent, mais ses prestations peuvent impliquer l'accès à des traces ou journaux techniques issus de ces environnements.

Afin d'assurer la sécurité des infrastructures, la souveraineté numérique des systèmes concernés et la continuité opérationnelle des bulles sécuritaires, le titulaire est tenu d'effectuer l'ensemble de ses interventions exclusivement sur le territoire de l'Union européenne.

Cette exigence constitue une condition essentielle d'exécution du marché.

#### ■ **Exclusivité :**

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

#### ■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes :
  - Le bordereau des prix uniques (BPU) ;
- le présent CCAP (cahier des clauses administratives particulières) et ses annexes :
  - L'annexe Plan d'Assurance Sécurité (PAS)
  - L'annexe RGPD ;
- le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) ;
- le CCAG Techniques de l'information et de la communication (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire et ses annexes éventuelles (CRT : Cadre de Réponse Technique) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- le cas échéant, le plan de sécurité des systèmes d'information (PSSI).

## **2.2. Intervenants**

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur des ministères sociaux, représenté par Anne JEANJEAN, Directrice du numérique ou son représentant.

#### **Adresse et coordonnées :**

DIRECTION DU NUMERIQUE (DNUM)

Ministères Sociaux

8 rue François Ory - Montrouge

Site internet :

<https://sante.gouv.fr>

<https://solidarites.gouv.fr>

<https://travail.gouv.fr>.

#### ■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou

plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services** et à titre secondaire le marché comprend également de la fourniture matérielle et logicielle.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition. Le montant total estimatif du marché est de 400 000 € HT. Ce montant est seulement indicatif.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Montant maximum : 750 000 € HT sur toute la durée du marché.

#### ■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

#### ■ Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **24 mois** à compter de la notification du contrat.

#### ■ Reconduction :

Le contrat est reconductible **2 fois** dans les conditions suivantes :

Période	Durée
- Reconduction tacite	12 mois
- Reconduction tacite	12 mois

■ **Modalités de reconduction :**

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 1 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du contrat.

■ **Délai des bons de commande :**

Pour les prestations dont les délais ne sont pas déjà fixés dans le CCTP, le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date de fin du marché. Les prestations faisant l'objet de bons de commande émis avant cette date pourront être exécutées dans un délai maximum de neuf (9) mois suivant la date d'expiration du marché. Passé ce délai, aucun bon de commande ne pourra donner lieu à exécution

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix du contrat sont **révisables**.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

#### ***Périodicité de révision des prix***

Les prix pourront être révisés, à la demande du titulaire. Cette demande est transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard deux semaines après la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder lui-même et dans le même délai à la révision des prix si cette révision lui est profitable sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

En l'absence de demande par le prestataire dans un délai de deux semaines après la date d'anniversaire, la révision ne pourra avoir lieu. L'absence de production par l'ordonnateur au comptable d'un BPU révisé emportera signification tacite par l'ordonnateur que la clause de révision n'est mise en jeu ni par le titulaire ni par le RPA.

« Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG, les prix à payer sont ceux applicables à la date de l'établissement du bon de commande quand bien même une révision des prix interviendrait entre l'établissement de la commande et la date de la livraison ou de la fin d'exécution des prestations. »

Il sera fait application de la formule suivante :

$$P = P0 \cdot [0,2 + 0,8(i/i0)]$$

Avec :

P = prix révisé

Po = prix initial fixe dans l'offre du titulaire

i = dernier indice publié à la date de révision des prix

io = indice publié disponible à la date de remise des offres (Mo)

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

**Indice applicable** : INSEE - CPF 62.03 - Services de gestion et installations informatiques - série chronologique n° 010766574

Selon l'article R. 2192-12 du Code de la commande publique, la date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R.2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.
- les droits cédés prévus à l'article 6.1

#### ■ Frais de coordination :

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

### ■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

### ■ Acomptes :

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le paiement des prestations réalisées par chaque membre du groupement est effectué sur le compte bancaire ou postal de chacun des membres du groupement conformément à la répartition précisée dans le bon de commande.

### ■ Modalités de facturation :

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du code la commande publique notamment en application des articles L2192-1 à L2192-7 dudit code.

L'acheteur se réserve le droit de rejeter les factures transmises avant l'édition du PVSF ou la fin des prestations.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures,



l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins :

- soit de déposer ses factures sur le portail ;
- soit de saisir directement ses factures.

**Préalables techniques et réglementaires :**

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=&publicPage&uri=&intranetOnePage/4003> et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=&publicPage&uri=&intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser au support Chorus Pro sur :

[https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm?id=&aife\\_contact](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=&aife_contact)

Les factures sont établies en un seul original et doivent porter l'adresse suivante :

Ministères Sociaux

SCBCM

78/84 rue Olivier de Serres

75739 Paris cedex

Pour tout renseignement concernant le paiement, prendre contact avec le service facturier des ministères sociaux :

[stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr](mailto:stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr)

■ **Paiement des membres du groupement :**

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

#### ■ Cession et nantissement de créances :

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

#### ■ Le comptable assignataire compétent est :

Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant de l'ordonnateur.

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats :

Logiciels standards en tant qu'objet du marché (progiciels) :

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur, l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur les logiciels standards du marché.

### **Autres livrables :**

Par dérogation au CCAG, le titulaire du marché cède, à titre exclusif et définitif, l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur les livrables du marché et ce afin de permettre au ministère de les exploiter librement.

Les livrables et documents sont ceux identifiés et déterminés au CCTP.

Au titre de cette cession, le titulaire du marché cède au ministère, à titre exclusif et définitif, et pour toute la durée de protection des livrables par les droits de la propriété littéraire et artistique, tant pour la France que pour l'étranger.

Le titulaire s'engage à garantir une libre jouissance des droits acquis au titre du marché.

### **Eléments concernés :**

Les éléments concernés par cette cession exclusive et définitive des droits et titres de propriété intellectuelle correspondent aux différentes créations effectuées par le titulaire et leurs déclinaisons sur tous supports de communication à l'occasion de l'exécution du marché, à savoir notamment les livrables et documents identifiés et déterminés au CCTP.

### **Cession des droits de propriété intellectuelle :**

Le présent marché comprend expressément de la part du titulaire la cession exclusive au profit de la personne publique de la totalité des droits patrimoniaux à savoir le droit de reproduction et le droit de représentation. La cession comprend aussi le droit d'adaptation, de traduction et d'utilisation secondaire des résultats, sur tous supports.

### **Le droit d'adaptation, de modification et d'arrangement :**

Ce droit s'entend du droit de modifier les éléments et notamment de les retoucher, de les recadrer ou de les intégrer au sein d'autres œuvres, d'adapter les éléments sous forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite. Ce droit peut être appliqué notamment à la production de livrables.

### **Rémunération des droits cédés :**

Les rémunérations perçues par le titulaire au titre du présent marché sont réputées comprendre la rémunération forfaitaire et définitive des droits cédés.

Le transfert des droits se fait à compter de la réception et du complet paiement par l'administration de la prestation correspondante.

En cas de cession du marché avant son terme pour quelque cause que ce soit, l'administration conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables qui, au jour de la cessation du contrat, ont été réceptionnés par le ministère et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

## **■ Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures**

Le régime des connaissances antérieures du titulaire ou des tiers est prévu aux article 44 et 45 du CCAG-TIC.

En complément, le titulaire s'engage à informer l'acheteur, au fur et à mesure de l'exécution

des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre pour leur réalisation et du régime des droits y afférent.

Le titulaire s'engage à ne pas incorporer d'éléments dont le régime juridique pourrait faire obstacle à l'exploitation des résultats selon le régime fixé par le présent marché rédaction. Le cas échéant, le titulaire remplace à ses frais la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats.

#### ■ **Documentation :**

Chaque livraison est accompagnée de la documentation technique nécessaire à la mise en fonction de la fourniture livrée, rédigée en langue française. La documentation est incluse dans le prix du contrat. Cette documentation détaille notamment : les prérequis techniques, la notice d'installation, les spécifications techniques, la documentation fonctionnelle, d'exploitation et de maintenance.

#### ■ **Formation :**

Le titulaire assure la formation du personnel chargé d'entretenir et d'utiliser le produit ou le matériel objet du présent contrat.

#### ■ **Installation et mise en ordre de marche :**

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire.

Celui-ci dispose d'un mois à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche.

Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il est présent aux opérations de vérification.

#### ■ **Modalités de livraison :**

Les livraisons sont réalisées dans les conditions prévues au CCTP.

Conformément à l'article 21.1 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment : la date d'expédition, la référence du contrat, l'identification du titulaire et des fournitures livrées.

## **6.2. Vérification des prestations**

#### ■ **Pilotage et suivi de projet :**

Un comité de pilotage se réunit une fois par an, sauf lors de problème exceptionnel. Il est mis en place avec le titulaire. Il a pour fonction d'assurer le pilotage et revoit en synthèse l'avancement du planning et des livrables, les risques, la qualité, les actions et décisions.

Le comité de pilotage se réunit sous la responsabilité de la DNUM. Le titulaire a la charge de préparer l'ordre du jour, le support de présentation et d'assurer la rédaction du compte-rendu sous un délai d'un mois avant la tenue du comité de pilotage

#### ■ Opérations de vérification :

##### **Vérifications quantitatives**

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du contrat, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

##### **Vérifications qualitatives**

###### a) Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le contrat.

Les opérations de vérification d'aptitude sont effectuées par l'acheteur dans le délai d'un mois suivant la notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

Un procès-verbal de vérification d'aptitude est établi par acheteur et contresigné par le titulaire.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG TIC.

###### b) Vérification du service régulier

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues par le contrat.

La régularité du service s'observe pendant un mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'acheteur dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations.

L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale d'un mois ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionné ci-dessus, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

#### ■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : **la maîtrise d'œuvre du projet Diamant sous la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur.**

### **6.3. Développement durable**

#### ■ **Clause environnementale :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

- Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.).
- Annuellement, 3 mois avant la date anniversaire du marché, le titulaire devra envoyer un compte-rendu des mesures environnementales qu'il aura prises dans le cadre du marché, en respect des engagements pris dans son offre.
- Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

#### ■ **Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables**

Le parcours national achats responsables (Charte et Label RFAR) promeut des pratiques d'achat éthiques, durables et équilibrées entre acheteurs publics et fournisseurs. Porté par le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA), il reconnaît les organisations engagées dans des relations fondées sur la confiance, la transparence et le respect mutuel. Le Label RFAR atteste de la maturité des démarches responsables et encourage la prévention des conflits via la médiation. Inscrite dans une logique d'amélioration continue au service de l'intérêt général, cette démarche a été adoptée par le ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles avec la signature de la Charte le 12 juin 2025.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,

- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la Charte RFAR ou l'obtention du Label RFAR.

Le Médiateur des entreprises et le CNA se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : [Pour des relations fournisseurs responsables | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique](#)

## 6.4. Autres stipulations

### ■ Clause de réexamen :

Par dérogation à l'article 27 du CCAG TIC , les dispositions suivantes s'appliquent.

Le présent marché peut faire l'objet de modifications dans les conditions suivantes :

#### 1. Modifications nécessitant un avenant :

- a) Améliorations techniques ou fonctionnelles proposées par le titulaire en cours d'exécution, sans modification de l'objet du contrat ni incidence financière.
- b) Modification de l'offre technique du titulaire suite à un changement de matériels ou d'équipes, à condition que ce changement soit équivalent ou supérieur à l'offre initiale.

#### 2. Modifications applicables de plein droit sans avenant :

- a) Modifications d'indice de révision des prix.
- b) Évolution de la fiscalité.
- c) Évolution ou entrée en vigueur des normes applicables aux prestations du marché.

#### 3. Modifications prises en compte sur simple information au pouvoir adjudicateur :

- a) Modification du siège social.
- b) Modification du compte bancaire.
- c) Désignation d'un nouveau dirigeant (hors changement de contrôle de la société).
- d) Changement de raison sociale ou de structure n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

### Modalités de mise en œuvre :

#### 1. Pour les modifications nécessitant un avenant :

- Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur informe l'autre partie par écrit de la modification

envisagée.

- Les parties examinent la proposition et ses implications sur le marché.
- Si un accord est trouvé, un avenant est rédigé et signé par les deux parties.

## 2. Pour les modifications applicables de plein droit :

- La partie informée du changement en avertit l'autre par écrit.
- Le changement est appliqué à compter de la date indiquée dans la notification ou, par défaut, à la date de réception de celle-ci.

## 3. Pour les modifications sur informations simples :

- Le titulaire informe par écrit le pouvoir adjudicateur du changement intervenu.
- Le pouvoir adjudicateur prend acte du changement par une décision écrite notamment par le moyen d'un certificat administratif.

Toute modification non prévue dans la présente clause devra faire l'objet d'un examen conjoint des parties pour déterminer si elle nécessite un avenant ou si elle peut être mise en œuvre selon une autre modalité prévue ci-dessus.

### ■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## **7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1. Obligations courantes du titulaire**

#### ■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.



L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

#### ■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l'article 3.9 du CCAG TIC, le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies à l'acheteur. Le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du contrat. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de sa responsabilité.

#### ■ **Obligation de vigilance :**

Les pièces requises dans le cadre de l'obligation de vigilance (justification d'immatriculation, attestation sociale de vigilance URSSAF, liste des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail notamment) sont rendues accessibles par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : [e-attestations.com](https://e-attestations.com) – by aprovall.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

#### ■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

#### ■ Plan Particulier de Protection (PPP) :

Le présent marché implique que les agents du titulaire accèdent à certains sites protégés et sensibles.

Conformément à l'article R1332-28 du code de la défense, le titulaire et ses agents feront l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun élément les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé.

Dans ces circonstances le titulaire reconnaît, sans pouvoir s'y opposer, que de telles enquêtes puissent être menées à son endroit ou celle de ses agents, et s'engage à en permettre le bon déroulement, comme notamment :

- ne pas les entraver, activement ou passivement, que ce soit préventivement ou non ;
- si cela est explicitement requis de sa part, collaborer pleinement et entièrement avec les autorités administratives pour en faciliter le travail et mettre en œuvre tout moyen approprié pour s'assurer de la collaboration pleine et entière de ses agents ;
- le cas échéant, informer par écrit ses agents qu'ils vont faire l'objet d'une enquête administrative.

Tout ajout d'un nouveau site, zone ou local sensible en cours d'exécution du présent marché, est applicable aux parties sans que celles-ci ne puissent s'y opposer.

Dans le cas où l'enquête révélerait une incompatibilité d'accès aux sites ou aux zones sensibles, l'acheteur pourra demander au titulaire le retrait immédiat de (ou des) agent(s) concerné(s), sans qu'il puisse s'y opposer et sans contrepartie.

En cas de non-respect de cette clause, le titulaire encourt la pénalité suivante (non assujettie à la TVA) : 500 €.

#### ■ RGPD:

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

##### - Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la (ou les) prestation(s) suivante(s) :

- La nature des opérations réalisées sur les données est : collecte des traces utilisateurs ;
- Les données à caractère personnel traitées sont : traces utilisateurs ;
- Les catégories de personnes concernées sont : Les utilisateurs de la bulle « ayant le droit de traverser la bulle ou de l'administrer ».

Pour l'exécution des prestations, du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire : les traces utilisateurs « opposables devant les tribunaux.

- **Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)**

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant dans le CCTP du présent marché public. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- **Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)**

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

- **Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)**

Option A

Il appartient à l'**acheteur** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement

et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

- **Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel *immédiatement après en avoir pris connaissance et par courrier électronique complété par envoi en recommandé*. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de **24h** (*ce délai est intégré dans le délai maximum des 72 heures*) à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

- **Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

- **Mesures de sécurité**

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les mesures de sécurité pour protéger les traces utilisateurs des bulles sont liées au système d'autoprotection des bulles sécuritaires dont l'isolation des traces accessibles uniquement par l'administrateur de la bulle.
- Les mesures de chiffrement et d'intégrité sont intrinsèques aux composants de la bulle « Wallix et Fortinet ou équivalent ».

- **Sort des données (article 28.3.g du RGPD)**

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit remettre les comptes d'accès à la bulle hébergeant les traces à son successeur.

- **Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)**

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification de l'avenant le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- **Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)**

Le titulaire **tient par écrit un registre** de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- **Documentation (article 28.3.h du RGPD)**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

- **Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire**

L'acheteur s'engage à :

- préciser ***au titulaire les traces contenant des données à caractère personnel des utilisateurs de la bulle (c'est-à-dire toutes les traces)*** ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser ou commanditer les audits et les inspections auprès du titulaire.

■ **Exigence en matière de sécurité :**

Le titulaire faisant partie de la chaîne de traitement du SNDS (en tant que système fils) doit apporter la preuve du respect des règles du Référentiel de sécurité du SNDS, du Règlement européen sur la Protection des Données à caractère Personnel, de la Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information en santé (PGSSI-S), de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Ministères Chargés des Affaires Sociales (PSSI MCAS), des règles applicables dans le cadre du Référentiel Général de Sécurité (RGS) et de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [...].

Le titulaire devra être conforme au guide de l'ANSSI sur les passerelles internet sécurisées.

Il apportera tous les éléments nécessaires à la bonne conformité de ses prestations en regard des exigences présentées.

**Règles globales**

Tout hébergement d'application par un tiers doit être encadré par un contrat dans lequel les éléments suivants sont pris en compte :

- ▶ **Disponibilité** des services proposés, incluant les pénalités en cas de défaillance. Pour lever toute ambiguïté, les indicateurs de service et de performance doivent être clairement définis.
- ▶ **Intégrité** des éléments techniques qu'il a installés.
- ▶ **Confidentialité** de l'ensemble des éléments transmis, tous les éléments transmis par le ministère sont confidentiels sauf avis contraire et autorisation formelle.
- ▶ **Protection des éléments échangés** : des mécanismes de chiffrement des données utilisant des clefs de chiffrement maîtrisées par son client doivent être mis en œuvre.
- ▶ **Réversibilité** des sources, des applications à la fin du contrat.

- ▶ **Destruction** irréversible des documents et des sources au décommissionnement de tout ou partie d'application et nécessairement à la fin de contrat. La fourniture d'un certificat formel de destruction est obligatoire.
- ▶ **Garantie de maintien en conditions opérationnelles de sécurité** en cas de découverte de vulnérabilités sur les briques du système d'information sous la responsabilité du titulaire.
- ▶ Un **Plan d'Assurance Sécurité est imposé par l'acheteur « voir annexe Plan d'assurance Sécurité »**. Il sera complété intégralement par le titulaire du marché dans un délai de 20 jours ouvrés après la notification du marché engageant contractuellement à mettre en œuvre et à maintenir le niveau d'exigences sécurités (référentiels nommés ci-dessus) dans le temps.
- ▶ Chaque Administrateur doit signer une Charte Administrateur décrivant notamment ses devoirs et responsabilités.

En outre :

- ▶ Tout service porté par un tiers doit pouvoir être audité. Ainsi, des audits de vulnérabilités et des tests d'intrusions doivent pouvoir être réalisés. Le contrat doit inclure le processus d'organisation de ce type d'audit en accord avec le Responsable de la Sécurité Numérique (RSN).
- ▶ Les contrats doivent être définis en accord avec la Direction Juridique de l'entité.

### **Architecture**

Le tiers hébergeur est responsable des infrastructures qu'il met à disposition de l'entité, il doit néanmoins se conformer aux éléments suivants :

- ▶ L'accès aux interfaces d'administration des systèmes d'exploitation, des middlewares, des bases de données ou de tout autre élément technique ne doit être réalisé qu'au travers d'un proxy d'administration (Bastion):
- ▶ Le bastion devra être paramétré afin de :
  - Ne pas être accessible directement depuis la zone internet ;
  - Gérer les profils couplant utilisateurs, environnement, usage ;
  - réaliser un enregistrement des traces de connexion, et les traces des actions réalisées par tous les utilisateurs comme les administrateurs fonctionnels et techniques et par les développeurs ;
- ▶ L'accès direct à Internet des composants est interdit. Tous les accès doivent être filtrés sur le principe d'une liste blanche validée par le RSN autorisant les connexions vers les seuls domaines identifiés (mise en place d'un proxy).
- ▶ Les traces informatiques générées doivent être exportées en temps réel vers le système d'information de l'entité.

### **Identity Access Management**

- ▶ Un contrôle d'accès basé sur les rôles (RBAC) doit garantir le cloisonnement logique des accès aux systèmes et doit être revu périodiquement ;
- ▶ L'usage de compte non nominatif est à proscrire ;
- ▶ Les accès à la plateforme ne sont réalisés qu'en authentification forte via Token.
- ▶ Exceptions : aucun compte ne doit déroger à ces règles, si toutefois une exception devait être nécessaire, une validation du RSN est nécessaire.



## **Traces**

- ▶ Enregistrement des traces de connexion, les traces des actions réalisées par tous les utilisateurs comme les administrateurs fonctionnels et techniques ;
- ▶ Les logs seront sous la forme vidéo et timeline des actions ;
- ▶ La gestion des traces doit être clairement décrite ; des événements collectés, au stockage, aux accès...<sup>1</sup> ;
- ▶ Les logs seront à valeur probante, doivent être protégés selon les règles de l'art ;
- ▶ Les logs pourront être collectés par le Ministère.
- ▶ L'accès aux logs & enregistrements doivent être strictement filtrés et tracés.

## **Protection des données (Logs, traces et documents échanges (DAT, ...))**

- ▶ La nature et la sensibilité des données collectées et traitées doivent être définies en coopération avec le RSN,
- ▶ Les systèmes de fichiers (stockage, sauvegarde...), qu'ils soient physiques ou virtuels, doivent être chiffrés conformément à l'état de l'art (aujourd'hui en utilisant l'algorithme AES 256 minimum),
- ▶ La gestion des clés de chiffrement (création, révocation...) doit pouvoir être contrôlée par l'entité.

## **Protection des communication**

- ▶ Les réseaux Internet et locaux permettant l'accès ou l'administration des briques hébergées (plateforme, middleware, application...) dans le « cloud » sont des réseaux « public » ne permettant pas de garantir la confidentialité des communications. Il est donc obligatoire de mettre en place un chiffrement des communications (quel que soit le protocole utilisé). Toute dérogation doit être validée par le RSN.
- ▶ La communication avec ou entre les tiers applicatifs ne doit pouvoir se faire qu'au travers de protocoles intégrant les mécanismes de sécurité d'authentification et de chiffrement : utilisation des standards WS-Security pour la protection des Web Services (notamment par une authentification mutuelle à base de certificats). Toutes les communications doivent être explicitement autorisées : par défaut, toute communication est interdite.
- ▶ Les flux nécessaires aux opérations ponctuelles doivent être fermés en dehors de plages de maintenance (sauvegarde).

## **Surveillance**

- ▶ Des solutions de détection et/ou prévention d'intrusions doivent être mises en œuvre. Chaque composant mis en œuvre doit être surveillé (monitoring technique réseau serveurs et applicatif). Le ministère doit pouvoir accéder à la console de supervision en lecture. Les traces informatiques générées doivent être envoyées en temps réel sur le système d'information du ministère.

---

<sup>1</sup> [https://www.ssi.gouv.fr/uploads/IMG/pdf/NP\\_Journalisation\\_NoteTech.pdf](https://www.ssi.gouv.fr/uploads/IMG/pdf/NP_Journalisation_NoteTech.pdf)

- ▶ Tout incident de sécurité détecté par les équipes du prestataire doit être immédiatement porté à la connaissance des équipes sécurité du ministère.

■ **Garantie :**

A compter de la date d'émission de chaque procès-verbal de vérification de service régulier validant une prestation, une période de garantie de 1 an, pendant laquelle le titulaire s'engage à effectuer toutes les corrections nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des briques fournies doit être observée en lien avec la criticité du problème rencontré.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Généralités	<p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant maximum hors taxes du marché.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>
Indisponibilité	<p>Une pénalité d'indisponibilité de l'accès du fait du titulaire est appliquée pour un montant de 500 € par jour à compter du signalement de l'indisponibilité par la partie la plus diligente à l'autre partie.</p> <p><b>500 €</b></p>
Pénalités en cas de récusation de personnels	<p>Tout non-respect des délais mentionnés à l'article relatif à la récusation de personnels par le Titulaire l'expose aux pénalités suivantes : 250 € par jour de retard avec un cumul par intervenant plafonné à 5000 €. Les pénalités ne sont pas appliquées en cas de force majeure.</p> <p><b>250 €</b></p>
Pénalité en cas de retard sur les livrables	<p>En cas de retard dans la remise des livrables prévues au CCTP, le titulaire encourt une pénalité de <b>100 €</b> par jour ouvré de retard.</p>
Pénalité en cas de retard sur la livraison des licences	<p>En cas de retard dans la remise des livrables prévues au CCTP, le titulaire encourt une pénalité de <b>100 €</b> par jour ouvré de retard.</p>
Pénalités relatives au non-respect de la qualité des prestations liées à la phase de réversibilité	<p>En cas de non-respect des obligations prévues au CCTP, il sera appliqué au titulaire une pénalité égale à <b>100 €</b> par obligation non respectée.</p>
Pénalités relatives au respect du RGPD	<p>Pénalités de retard : En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution de notification des violations de données à caractère personnel, le titulaire encourt et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :</p> <p><math>P = 1000 \times R</math></p> <p>Dans laquelle :</p> <p>P = le montant de la pénalité en euros</p> <p>R = le nombre de jours de retard</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité en cas de non-respect de la clause PPP	<b>500 € par constat</b>
Pénalité en cas de retard dans la complétude du PAS	<b>150 € par jour de retard.</b>

## 8.2. Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 54 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### ■ Règlement des différends :

Conformément au code de la commande publique (articles L. 2197-1 et L. 2197-4 et à l'article L.213-6 du code de justice administrative), les CCAG applicables aux marchés publics proposent des clauses types de règlement amiable des différends.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

En cas d'échec des négociations directes engagées entre les parties, celles-ci ont notamment la possibilité :

**1/ de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles et ses fournisseurs**, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, par mail à l'adresse suivante :

[mediateur-relations-fournisseurs@sg.social.gouv.fr](mailto:mediateur-relations-fournisseurs@sg.social.gouv.fr)

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère du travail, de la santé,  
des solidarités et des familles et ses fournisseurs  
14, avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP

### **Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »**

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

#### **• Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

## **2/ de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises**

En cas de litige, les acheteurs et le titulaire du marché peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés  
publics

Direction des affaires juridiques

Sous-direction de la commande publique

Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public

1C - Bâtiment Condorcet

6, rue Louise Weiss - Télédéc 353

75703 PARIS Cedex 13

### **3/ de recourir à un tribunal administratif en cas de litige ou si les voies précédemment prévues sont infructueuses**

Les parties privilégient d'abord de régler les éventuels différends et litiges nés de l'exécution du marché par une procédure amiable précédemment prévues.

#### **■ Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

Paris

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## **9. FIN DU CONTRAT**

---

#### **■ Destruction des données :**

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG TIC, à la fin du contrat le titulaire restitue sans délai à l'acheteur les codes d'accès à la bulle.

#### ■ **Maintenance :**

La maintenance est prévue et comprend les interventions demandées par l'acheteur, en cas de fonctionnement défectueux de l'un quelconque des éléments faisant l'objet du contrat, ainsi que l'entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées aux matériels livrés sur l'initiative du titulaire. L'acheteur est préalablement avisé de ces modifications. Il peut s'y opposer.

L'acheteur ne peut faire effectuer les opérations de maintenance non prévues par le contrat qu'après accord du titulaire.

Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux de l'acheteur, les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée appelée période d'intervention.

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant cette période qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'acheteur assure au personnel du titulaire chargé de la maintenance qu'il a autorisé l'accès à ses locaux.

Il peut retirer son agrément par une décision motivée dont il informe le titulaire. Pendant leur présence dans les locaux de l'acheteur, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par l'acheteur.

#### ■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

#### ■ **Réversibilité :**

Le contrat inclut une prestation de réversibilité telle que définie aux articles 38.4 et 42 du CCAG TIC. La réversibilité est définie dans l'article 3.12 du CCTP (Activité 10).

#### ■ **Garantie :**

Les développements sont couverts par la garantie prévue au CCAG-TIC.

#### ■ **Régime de garantie du logiciel :**

Le titulaire garantit la conformité du logiciel aux spécifications prévues par le contrat. A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement du logiciel par rapport aux spécifications du contrat. L'acheteur établit un compte-rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte-rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'acheteur.

#### ■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie

de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de A DEFINIR pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

**Liste des dérogations au CCAG Techniques de l'information et de la communication :**

**La rubrique Variation des prix de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 10.2.2 du CCAG.**

La rubrique *Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats* déroge partiellement à l'article 46 du CCAG.

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG.

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG.

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG.

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG.

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 déroge à l'article 51 du CCAG

La rubrique *Régime de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 36.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Techniques de l'information et de la communication \(TIC\) du 30 mars 2021](#)